

les aurions, et nous n'en avons certainement pas de complets, qui soient spécialement adaptés aux conditions et aux besoins de cette province? Quels sont donc les moyens à prendre?"

Je répondrai: Nous possédons déjà une organisation toute faite qui fonctionne depuis plusieurs années, qui a des ressources considérables et jouit de la confiance des cultivateurs; je veux parler des Sociétés d'agriculture.

Ces Sociétés ont fait du bien, beaucoup de bien; elles en auraient fait bien davantage avec une surveillance attentive et raisonnée. Le Conseil d'agriculture a été formé tout exprès pour donner cette surveillance. L'organisation est donc toute faite, elle est bonne et il ne s'agit plus que d'en tirer un bon parti.

Nous voulons instruire toute la population; il faut donc arriver aux masses, et cela, par les individus les plus habiles, les plus avancés en agriculture dans chaque paroisse. Il est évident que ceux-ci, une fois connus, deviendront des modèles qu'il faudra citer à tous ceux qui sont moins bien qu'eux. "Mais ces modèles," me direz-vous, "auront encore beaucoup à apprendre." Alors, faites en sorte qu'ils aient intérêt à comparer les résultats qu'ils obtiennent avec ceux obtenus par les meilleurs cultivateurs dans d'autres paroisses. Offrez des primes, et des primes considérables, aux meilleurs cultivateurs *dans chaque paroisse*, c'est-à-dire à ceux qui obtiennent les meilleurs revenus nets de leur culture, sans épuiser le sol. Offrez des primes encore plus considérables, au meilleur cultivateur *de la division*; car il serait bon d'écarter un grand obstacle au progrès; je veux parler de cette malheureuse maladie, épidémique peut-être, qu'on appelle *politique*, je ne sais trop pourquoi puisqu'il ne s'agit presque jamais du pays, et presque toujours des individus; vous la trouverez partout, dans le Conseil municipal, dans la Société d'agriculture, bien souvent dans l'organisation des fabriques, quelque fois sur le banc des magistrats, sinon sur celui des juges, et dans bien d'autres endroits encore qui ne lui conviennent pas mieux. J'ai visité plusieurs comtés; dans maints endroits on m'a dit: "Notre Société d'agriculture ferait du bien. Il y a dans le comté plusieurs hommes qui pourraient travailler utilement à l'avancement de l'agriculture, malheureusement, la *politique* s'emmêle, les élections des direc-

teurs sont faites en vue des élections au parlement, et tout s'en ressent, rien n'avance, c'est dégoûtant." Des hommes bien pensants, qui veulent le bien du pays, suggèrent de nouvelles divisions pour nos Sociétés d'agriculture, notamment celle de la paroisse, de la division régionale, de la province, et du Canada tout entier. Voilà encore une question importante, à laquelle il serait bon de songer, cependant je l'éloigne pour le moment, car nous sommes pressés; le mal qui nous occupe est tellement grave, que si les remèdes ne sont pas appliqués sans retard, notre nation aura perdu son meilleur sang, une forte partie de la population agricole.

Donc, le premier remède, à mon avis, consiste dans des primes considérables à offrir, dans chaque paroisse, pour faire sortir les meilleurs cultivateurs de leur obscurité. Ceux-là connus et appréciés, qu'on les fasse concourir entre eux, dans la région, la division, ou le district, comme vous le voudrez. Qu'on nous envoie des juges honnêtes et habiles; qu'on réunisse tous les cultivateurs et qu'on donne à ces réunions tout l'éclat possible; qu'on nous dise alors quels sont ceux qui doivent servir de modèles aux autres, et qu'on nous explique en quoi leurs cultures sont préférables. Nous sommes tous à même d'en juger, une fois que notre attention sera attirée sur la chose, et plusieurs d'entre nous, cultivateurs, tiennent aux honneurs aussi bien qu'aux primes! Nous serons donc un grand nombre d'intéressés dans cette course qui nous promet: honneur, primes en argent, et moyens de rendre notre exploitation plus profitable! Une fois que nous y aurons vu bien clairement notre intérêt, de ce moment, nos collèges d'agriculture seront recherchés, les traités d'agriculture seront lus et appréciés et les préjugés feront place au véritable progrès.

Mais pour donner toutes ces primes, il faut de l'argent? Eh bien! nous en avons. Notre législature locale, qui est certainement animée des meilleures intentions, vote \$50,000 par année, soit \$800 par comté, pour l'amélioration de l'agriculture. Si cette somme n'est pas assez considérable, demandons-en davantage et soyons tous persuadés, quelque soit notre état, que l'argent employé au développement bien entendu de l'agriculture est un simple placement de fonds, à gros intérêts. Qu'on nous donne le moyen de produire deux